



APPEL DE MESSINE

Palazzo Zanca, 6 Juin 2015

Soixante ans après la conférence de Messine, nous nous sommes réunis ici, citoyens, décideurs politiques et chercheurs, non seulement pour célébrer ce moment important qui a donné une impulsion décisive à la construction de l'Union européenne, mais aussi et surtout pour aider à atteindre ce modèle de civilité interculturelle et pour apporter le bien-être et promouvoir le progrès .

De cette Sicile, située à l'entrée de deux continents - comme l'a dit Vitaliano Brancati - : «de Messine on regarde l'Europe et du Cap Passero on regarde l'Afrique», c'est à partir de Messine que nous voulons regarder vers l'avenir, et faire face aux nouveaux défis

Nous sommes convaincus que le processus de construction européenne, dans le respect des valeurs établies par ses fondateurs, est irréversible. Revenir en arrière sur la construction européenne serait une catastrophe, un retour aux horreurs des nationalismes. L'Union européenne doit prendre conscience de son rôle historique dans ce nouveau millénaire, rôle important qu'elle est appelé à jouer dans l'ère de la mondialisation et de l'universalité des droits humains et sociaux,

Mais l'Union européenne pour assumer son rôle a l'obligation de devenir

- a) réalité politique mondiale, forte et crédible pour résoudre les conflits et permettre la construction de la paix;
- b) acteur institutionnel qui place la personne au centre et la considère comme la finalité de toute action politique, et permet la promotion des droits fondamentaux individuels et collectifs;
- c) territoire ou chaque citoyen est assuré de ses droits: à un revenu minimum, à des possibilités d'emploi, à des soins de santé, à un logement et à l'éducation;
- d) chef de file pour respecter l'écosystème et de tous les êtres vivants, promouvoir les énergies renouvelables, réduire les déchets.

Nous savons que ce projet de civilisation ne peut être mené à sa fin dans l'actuelle configuration fermée de l'UE qui est en déphasage par rapport aux peuples de l'Europe. L'Union européenne ne peut faire face aux conflits et aux différents défis, que si elle saura apporter des solutions aux personnes qui souffrent de la précarité et vivent dans le désespoir, et qui sont des millions opprimés par les systèmes économiques injustes.

En conséquence, nous, citoyens, décideurs politiques et chercheurs, réunis à Messine: déclarons

Nous exigeons que l'UE sorte de la cage qui a construite de ses propres mains, de la subordination à des stratégies de pouvoir qui nous sont étrangers, de l'obéissance aux règles de la finance dont les conséquences sont les politiques de rigueur et d'austérité.





Nous demandons la construction d'institutions garantissant un contrôle démocratique sur les décisions des gouvernements, et de dépasser le déséquilibre actuel qui existe entre un pouvoir central décisionnel mais ans responsabilité et une périphérie qui a la responsabilité administrative mais sans pouvoir réel .

Nous appelons à un engagement renouvelé en faveur de la construction de la cohésion sociale et pour la lutte contre la pauvreté, et la concrétisation du principe de l'égalité.

Nous exigeons des mesures concrètes pour protéger l'environnement et réduire les émissions de gaz, le renforcement de l'innovation technologique et la recherche scientifique dans le domaine des énergies renouvelables, la définition et la mise en œuvre d'une stratégie pour leur diffusion , la définition et la mise en œuvre d'un programme de «déchets zéro en Europe», ainsi que la mise en œuvre de mesures pour protéger le droit de l'accès à l'eau, la biodiversité agricole, et le développement de l'agriculture paysanne .

Nous appelons à une ouverture de l'Union européenne sur les rives sud de la Méditerranée pour la construction d'une Communauté euro-méditerranéenne basée sur une citoyenneté commune, le respect mutuel et la dignité de tous les pays qui forment ce bassin.

Cette communauté doit être l'élément central d'une nouvelle politique de voisinage qui unit l'Union européenne - dans une «alliance des trois mers" –au Sud et à l'Est, y compris la Russie.

Nous demandons le changement rapide du mode de coopération entre l'Union européenne et les pays du bassin méditerranéen; on ne veut pas d'un acte de» générosité » apparente, mais nous appelons à une véritable politique de co-développement technologique - et non militaire —qui permet de promouvoir l'agriculture, la santé, la culture, le tourisme, l'industrie, et l'environnement.

Nous demandons, dans ce nouveau mode de coopération, que les droits de l'homme soient une priorité, la création de couloirs humanitaires pour les migrants qui fuient la guerre, la persécution, les catastrophes environnementales et les graves crises économiques.

Nous demandons que le programme Erasmus actuel soit renforcé financièrement et étendue à tous les pays méditerranéens, ainsi que le développement d'autres formes de collaboration scientifique, technologique et culturelle.

Nous invitons les représentants des villes qui bordent la Méditerranée à travailler ensemble:

- -pour former une Alliance méditerranéenne civile;
- -pour créer un Forum des villes de la Méditerranée qui tiendra ses réunions périodiques pour vérifier la réalisation de ces objectifs;
- -pour promouvoir une rencontre en Mars 2017 pour marquer le 60^{ème} anniversaire des Traités de Rome.